

LE CLUB DES PETITS

Association

87 Rue des Infirmières
84000 AVIGNON

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2025

LE CLUB DES PETITS

Association
87 Rue des Infirmières
84000 AVIGNON

Rapport du Commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31/12/2025

A l'assemblée générale de l'association **LE CLUB DES PETITS**,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée lors de votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **LE CLUB DES PETITS** relatifs à l'exercice clos le 31/12/2025 tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 01/01/2025 à la date d'émission de notre rapport.

Observation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur le point suivant exposé dans la note « Informations relatives à la première application du règlement ANC 2022-06 - Changement de méthode » de l'annexe indiquant l'application du règlement comptable ANC n°2022-06.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble, et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Orange, le 11/06/2026



Julien REDON
FB AUDIT
Commissaire aux comptes

Bilan Actif

		31/12/2025			31/12/2024
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
Règlement ANC 2022-06					
ACTIF IMMOBILISE	Frais d'établissement (I)				
	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	1 728	1 728		142
	Autres immobilisations incorporelles				
	Imm. inc. en cours, avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
	Constructions				
ACTIF CIRCULANT	Installations techniques, mat. et outillage indus.	35 040	33 565	1 475	2 531
	Autres immobilisations corporelles	270 375	116 370	154 004	36 648
	Imm. corp. en cours, avances et acomptes	5 990		5 990	
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations				
	Créances rattachées à des participations				
	Titres imm. de l'activité de portefeuille				
	Autres titres immobilisés				
	Prêts				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres immobilisations financières	827		827	827
	TOTAL (II)	313 960	151 663	162 297	40 149
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières et autres approvisionnements				
	En-cours de production				
	Produits finis				
	Marchandises				
	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (2)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés	12 722	154	12 568	12 086
COMPTES DE REGULARISATION	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	257 086		257 086	157 863
	Charges constatées d'avance	2 320		2 320	5 600
	Valeurs mobilières de placement				
	Instruments financiers et jetons détenus				
	Disponibilités	561 929		561 929	529 587
	TOTAL (III)	834 058	154	833 904	705 135
	Frais d'émission des emprunts (IV)				
	Primes de remboursement des emprunts (V)				
	Ecart de conversion et différences d'évaluation Actif (VII)				
	TOTAL ACTIF (I à VII)	1 148 018	151 817	996 201	745 284

(1) dont immobilisations financières à moins d'un an

827

827

(2) dont créances à plus d'un an

Bilan Passif

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		Règlement ANC 2022-06	
		31/12/2025	31/12/2024
FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	365 148	351 769
	Excédent ou déficit de l'exercice	24 868	13 379
	Total des fonds propres (situation nette)	390 016	365 148
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	94 303	14 158
	Provisions réglementées		
	Total des fonds propres	484 319	379 306
Autres fonds propres	Produits des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
	Total des autres fonds propres		
Fonds reportés et dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation		
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés		
Provisions	Provisions pour risques	177 343	167 950
	Provisions pour charges	68 580	78 086
	Total des provisions	245 923	246 036
DETTES	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit	129 547	
	Emprunts et dettes financières divers (2)		
	Instruments financiers à terme		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés		
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	124 509	116 433
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	11 902	3 510
	Produits constatés d'avance		
	Total des dettes (1)	265 958	119 943
	Ecarts de conversion et différences d'évaluation - Passif		
TOTAL PASSIF		996 201	745 284
(1) Dont à moins d'un an (hors avances et acomptes reçus sur commandes en cours)		163 250	119 943
(2) Dont emprunts participatifs			

Compte de Résultat 1/2

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	702 122	693 249
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions	163 340	150 034
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions	20 171	20 155
CHARGES D'EXPLOITATION	Utilisations des fonds dédiés		
	Produits des cessions d'immobilisations incorporelles et corporelles		
	Autres produits	17 122	3 583
	Total des produits d'exploitation	902 756	867 022
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Achats de matières premières et autres approvisionnements	450	450
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes	184 645	160 494
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	25 990	26 093
	Salaires	482 609	478 280
	Cotisations sociales	145 194	131 539
	Dotation aux amortissements et dépréciations	19 503	12 637
	Dotation aux provisions	19 788	55 538
	Reports en fonds dédiés		
	Valeurs comptables des immobilisations incorporelles et corporelles cédées		
	Autres charges	306	133
	Total des charges d'exploitation	878 485	865 163
	RESULTAT D'EXPLOITATION	24 271	1 858

Compte de Résultat 2/2

Règlement ANC 2022-06

31/12/2025

31/12/2024

RESULTAT D'EXPLOITATION		24 271	1 858
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés		
	Reprises sur dépréciations et provisions		
	Différences positives de change		
	Produits des immobilisations financières cédées		
	Produits nets sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie	4 452	4 252
	Total des produits financiers	4 452	4 252
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées	2 817	542
	Différences négatives de change		
	Valeurs comptables des immobilisations financières cédées		
	Charges nettes sur cessions de v.m.p. et d'instruments de trésorerie		
	Total des charges financières	2 817	542
RESULTAT FINANCIER		1 636	3 710
RESULTAT COURANT avant impôts		25 906	5 568
	Produits exceptionnels		8 296
	Charges exceptionnelles		
RESULTAT EXCEPTIONNEL			8 296
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		1 038	485
TOTAL DES PRODUITS		907 208	879 569
TOTAL DES CHARGES		882 340	866 190
EXCEDENT ou DEFICIT		24 868	13 379
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
TOTAL			
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations			
Personnel bénévole			
TOTAL			

Règles et Méthodes Comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **996 201** euros.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **907 208** euros et un total **charges** de **882 340** euros, dégageant ainsi un **résultat** de **24 868** euros.

L'exercice considéré débute le **01/01/2025** et finit le **31/12/2025**.
Il a une durée de **12** mois.

Principes comptables, méthodes d'évaluation et comparabilité des comptes

Les comptes annuels de l'exercice clos le **31/12/2025** ont été établis conformément aux dispositions du Code de Commerce et du règlement ANC 2022-06 du 4 novembre 2022 relatif à la modernisation des états financiers, et du règlement 2018-06 de l'ANC relatif aux comptes annuel des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

Les conventions générales comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre, à l'exception des états financiers
- Indépendance des exercices

Modes et méthodes d'évaluation appliqués aux divers postes du bilan

La méthode de base retenue pour l'évaluation des es éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation n'a été apporté au cours de l'exercice.

Informations relatives à la première application du règlement ANC 2022-06 - Changement de méthode

Le changement de réglementation comptable lié à la première application du règlement ANC 2022-06 est constitutif d'un changement de méthode comptable dont les principaux effets sont les suivants :

Règles et Méthodes Comptables

Redéfinition du résultat exceptionnel, recentrée sur les opérations non récurrentes, inhabituelles et significatives ;

- **Suppression de la technique du transfert de charges**, les produits et charges correspondants étant désormais comptabilisés directement dans les comptes appropriés selon leur nature ;

- **Modification du plan de comptes et introduction d'une nouvelle nomenclature**, notamment pour assurer la cohérence avec les nouvelles rubriques des états financiers ;

- **Refonte des modèles d'états financiers** (bilan, compte de résultat et annexes), intégrant de nouvelles rubriques et une présentation plus lisible de l'activité et de la performance.

L'application du règlement est prospective à compter du 1er janvier 2025.

Ce changement de réglementation se traduit par des reclassements au sein des produits d'exploitation (reprise sur subventions d'exploitation, etc..) et des charges d'exploitation (indemnités salariales, etc..). Les incidences financières et de présentation sont les suivantes :

- Bilan Actif :

	Compte précédent	Nouveau compte	Incidence de présentation
Produits à recevoir	4387	4677	Néant
Produits à recevoir	4687	4677	Néant
Optilion	515	517	Néant

- Bilan Passif :

	Compte précédent	Nouveau compte	Incidence de présentation
Provisions pour pensions	153	1521	Néant
Provision pour travaux	1582	1526	Néant

- Compte de Résultat :

	Compte précédent	Nouveau compte	Incidence de présentation
Quote-part de subvention versée au résultat	777	747	Passage du résultat exceptionnel en subvention d'exploitation
Subvention contrats aidés	740	741	Néant
Transfert de charges rbt assurances	791	Compte de charges correspondant	Passage du produit d'exploitation au crédit des charges correspondantes
Remboursements de formations	79163	61860	Passage du produit d'exploitation au crédit des Autres Achats et Charges d'exploitation

Règles et Méthodes Comptables

Indemnités journalières	79164	6491	Passage du produit d'exploitation au crédit des Charges sociales d'exploitation
Avantages en nature	791641	6490	Passage du produit d'exploitation au crédit des Charges sociales d'exploitation
Produits financiers	767	7673	Néant
Produits exceptionnels	7718	778	Néant

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les méthodes et les durées d'amortissement retenues ont été les suivantes:

Catégorie	Mode	Durée
Installations techniques	Linéaire	1 à 5 ans
Matériels et outillages	Linéaire	2 à 8 ans
Matériel de transport	Dégressif	5 ans
Matériel de bureau	Linéaire	3 à 5 ans
Mobilier	Linéaire	3 ans

Afin de se conformer aux préconisations de la CAF, les prestations versées au titre de la PSU, des heures de préparation à l'accueil, des bonus mixité sociale, attractivité, journées pédagogiques, sont comptabilisées en compte 70623 en lieu et place des comptes 70610 précédemment utilisés.

Créances et dettes

Règles et Méthodes Comptables

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Immobilisations

Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2025
	Augmentations		Diminutions		
	Réévaluations	Acquisitions	Virt.p.à p.	Cessions	

INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement					
	Autres	1 728				1 728
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 728				1 728

CORPORELLES	Terrains					
	Constructions sur sol propre					
	sur sol d'autrui					
	instal. agencement					
	Instal technique, matériel outillage industriels	38 079	1 569		4 609	35 040
	Instal., agencement, aménagement divers	118 755	117 673		21 621	214 807
	Matériel de transport	17 388				17 388
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	23 509	16 264		1 593	38 180
	Emballages récupérables et divers					
	Immobilisations grévées de droits					
	Immobilisations corporelles en cours		5 990			5 990
	Avances et acomptes					
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	197 731	141 497		27 823	311 405

FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence					
	Autres participations					
	Autres titres immobilisés					
	Prêts et autres immobilisations financières	827				827
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	827				827

TOTAL		200 286		141 497		27 823	313 960
--------------	--	----------------	--	----------------	--	---------------	----------------

Amortissements

		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2025
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	1 586	142		1 728
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	1 586	142		1 728
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels	35 549	2 625	4 609	33 565
	Autres instal., agencement, aménagement divers	101 599	10 030	21 621	90 008
	Matériel de transport	386	3 478		3 864
	Matériel de bureau, mobilier	21 018	3 073	1 593	22 498
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	158 552	19 206	27 823	149 935	
TOTAL		160 138	19 349	27 823	151 663

Provisions

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2025
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	51 685	1 724		53 409
	Pour impôts				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions	26 401	8 671	19 901	15 171
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres	167 950	9 394		177 343
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	246 036	19 788	19 901	245 923
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières				
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients	270	154	270	154
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	270	154	270	154
TOTAL GENERAL		246 305	19 942	20 171	246 077
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			19 942	20 171	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

		31/12/2025	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	827	827	
	Clients douteux ou litigieux	154	154	
	Autres créances clients	12 568	12 568	
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	204	204	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers			
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	256 883	256 883	
	Charges constatées d'avance	2 320	2 320	
	TOTAL DES CREANCES	272 956	272 956	
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2025	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine	129 547	26 838	102 709	
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés				
	Personnel et comptes rattachés	64 267	64 267		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	41 857	41 857		
	Impôts sur les bénéfices				
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	18 386	18 386		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	11 902	11 902		
	Dettes représentatives de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance				
	TOTAL DES DETTES	265 958	163 250	102 709	
Emprunts souscrits en cours d'exercice		140 000			
Emprunts remboursés en cours d'exercice		10 783			
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Produits à recevoir

31/12/2025

Règlement ANC 2022-06

Total des Produits à recevoir		253 492
Autres créances		253 492
<i>PRODUITS A RECEVOIR</i>	253 367	
<i>INTERETS COURUS A RECEVOIR</i>	125	

Charges à payer

31/12/2025

Règlement ANC 2022-06

Total des Charges à payer		99 725
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit		330
<i>INTERETS COURUS NON ECHUS</i>	<i>330</i>	
Dettes fiscales et sociales		87 494
<i>PERSONNEL CONGES A PAYER</i>	<i>47 884</i>	
<i>PERSONNEL REMUNERATION EN CAP</i>	<i>16 383</i>	
<i>ORG.SOCIAUX (CHARGES A PAYER)</i>	<i>19 040</i>	
<i>UNIFORMATION</i>	<i>4 187</i>	
Autres dettes		11 902
<i>DIVERS CHARGES A PAYER</i>	<i>11 902</i>	

Charges constatées d'avance

	Période	Montants	31/12/2025
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION		2 320	2 320
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			2 320

--

Annexe libre

Travaux

D'importants travaux de remise aux normes ont été entrepris dans l'établissement situé rue d'Erevan. Ils sont quasiment terminés au 31/12/2025 et s'élèvent à cette date à 116 615 €.

Afin de les financer:

- une subvention d'investissement d'un montant de 100 000 € a été attribuée par la CAF et doit être versée début 2026.

Elle a été comptabilisée en produits à recevoir sur l'exercice 2025. Elle a été partiellement reprise en quote-part de subvention versée au résultat à concurrence des amortissements opérés sur les investissements s'y afférant.

- un emprunt d'un montant de 140 000 € a été souscrit auprès du Crédit Mutuel sur une durée de 5 ans
- une provision pour travaux avait été constituée en prévision de cette remise aux normes, à hauteur de 26 400 €. L'essentiel des travaux ayant été réalisés, elle a été entièrement reprise sur l'exercice.

Par ailleurs, afin de faire face à des remises en état dans les 2 structures, une nouvelle provision pour travaux a été constituée à hauteur de 4 671 € sur Erevan pour une rénovation des menuiseries, et à hauteur de 4 000 € sur Infirmières pour la mise en place d'une porte à hublot et l'aménagement des toilettes.

Bonus Territorial CTG

La convention CTG établie en 2023 entre la CAF et l'Association pour l'attribution d'un bonus territoire a été modifiée. Ainsi le bonus par place a été ré-évalué à 1 265 € pour l'établissement de la rue des Infirmières, et à 2 300 € pour l'établissement de la rue d'Erevan.

Engagement en matière de pensions et retraites

L'Association n'a signé aucun accord particulier en matière d'engagements de retraite. Ces derniers se limitent donc à l'indemnité conventionnelle de départ en retraite.

Tranche d'âges	Engagement à	Montant
65 ans	moins de 1 an	0
60 à 64 ans	1 à 5 ans	5 732
55 à 59 ans	6 à 10 ans	11 894
45 à 54 ans	11 à 20 ans	24 316
35 à 44 ans	21 à 30 ans	9 883
moins de 35 ans	plus de 30 ans	1 584

Hypothèses de calculs retenues:

Annexe libre

Conditions : Départ volontaire - Age estimé de la retraite : 65 ans.

Droits proratisés temporis (Progression : 2,00 %)

Rotation : Lente

Taux actualisation retenu : 2,00 %

	Dirigeants	Autres	Provision
Indemnités de départ à la retraite	9 983	43 426	53 409

Contributions volontaires

Les contributions volontaires n'étant pas significatives, elles n'ont fait l'objet d'aucune évaluation.